Sommaire N° 206 - Mai 1998

Mai 68 - mai 98
Nous ne sommes contre les vieux...
mais contre ce qui les fait vieillir !

.

couverture	**Nous ne sommes pas contre les vieux mais contre ce qui les fait vieillir**
2	**5ème CAMP'ANAR à Spa le 23 mai prochain organisé par les Ami(e) d'Alternative Libertaire**
3	**Chronique d'une occupation annoncée : LE CENTRE SOCIAL DE BRUXELLES** **Editorial : Stratégie de résistance - Claudio**
5	**Petite histoire du COLLECTIF SANS NOM**
8	**Manifestation de chômeurs à Liège le 1er avril - Alternative Libertaire**
9	**AMI : on connaît la chanson - Jacques Delattre**
11	**AMI : le scoop du mois - Chiquet Mawet**
12	**La Zone against Racket - Gun**
13	**Livre : "Mai 68, par eux-mêmes!" aux éditions du Monde Libertaire - Franck Thiriot**
14	**Mai 68 - Mai 78, dix années qui ébranlèrent le monde - Jean-Marc Raynaud**

15	**Mai 68 : "Vers le Mouvement du 22 Mars" - Jean-Pierre Duteuil**
18	**Mai 68 : L'Internationale situationniste**
19	**L'État en question - Chiquet Mawet**
21	**De la destruction de l'État aux conditions de son déperissement - Jean-Marc Raynaud et Babar (Fédération Anarchiste Francophone)**
28	**De la non-servitude volontaire - Jean-Marc Raynaud**
29	**Pour désserer la pression de l'Etat-étau - Depouhon**
31	**Polémique - Les bûchers libertaires - Michelle Beaujean et François**
32	**Démocratie - François**
33	**Pour la vérité : La crédibilité de la Justice - Marc Reisinger**
36	**De l'avoine pour les ânes - Chiquet Mawet**
En Supplément	**Chômeur, pas chien !** **1.- Ne vous laissez pas abattre, c'est maintenant qu'il faut agir ! - Chômeur, pas chien !** **2.- ALE : Agence de Location d'Esclaves ? - Gun** **3.- Chômeuses, chômeurs, ne vous laissez plus faire - Chômeur, pas chien !** **4.- Allez-vous encore longtemps vous laissez berner ? - Chiquet Mawet**
En encart	**Le bulletin / programme des Cafés politiques en Belgique francophone**

FAITES CHAUFFER LES BRAISES...
REVOILA LE PRINTEMPS !

.

Les Ami(e)s d'Alternative Libertaire vous invitent au cinquième Camp-anar le samedi 23 mai à Spa

.

Au programme

.

• 14h Débat : 30 ans après Mai 68, comment organiser le mouvement libertaire en Belgique francophone

.

• 19h Repas et... fiesta

.

La fête libertaire en famille pour...
• rassembler amicalement ceux qui ont envie de se connaître
• s'exprimer, échanger des points de vue et monter des projets
• soutenir le financement du site Internet d'AL

.

Une inscription préalable (avant le 20 mai)
est indispensable pour éviter les gaspis et... obtenir l'adresse

.

Participation aux frais : 250 fb ou 50 ff

.

Je soussigné

Adresse et téléphone

..

réserve pour le Camp'Anar du 23 mai 1998

..... personne(s) à 250 fb ou 50 ff = ...

.

que je verse sur le compte 001-0536851-32 ou avec le chèque ci-joint

.

À renvoyer à Alternative Libertaire, Boite postale 103, 1050 Ixelles 1
par fax au 02/649.40.46 ou par e-mail babar@hempseed.com

.

.

EN MOUVEMENT / BRUXELLES / COLLECTIF SANS NOM

Chronique d'une occupation annoncée

Le vendredi 10 avril, le Collectif sans nom investit ce qui doit devenir le nouveau Centre Social au 2-4 avenue de la Porte de Hal à Bruxelles...

Préparatifs

Après l'expulsion le 20 février 98, des occupants de l'ancien siège des Mutualités Socialistes (rue Philippe de Champagne) et leur manif du lendemain, avortée par la

police de Bruxelles, la volonté reste néanmoins affirmée parmi les activistes du Collectif Sans Nom de réoccuper un nouvel immeuble.

Fin février et le mois de mars sont bien remplis : réunions de préparation de l'action, séances de réflexion sur notre pratique (notamment avec Miguel Benasayag (1) du Collectif Malgré Tout...). Nous collectons également photos, dessins, textes croqués sur le vif lors de l'occupation des Mutualités Socialistes, bulletins d'humeur et pamphlets théoriques, poésies et chansons dans un journal : Paroles Nomades (2).

La maison enfin choisie et visitée, c'est au tour des stratégies, et au fond de notre cave/centre nerveux, le projet se profile enfin. Le premier week-end se doit d'être festif et dépourvu de temps morts. Tout le programme que ces messieurs de la flicaille et leurs commanditaires ont écrasé de leurs bottes à Philippe de Champagne se doit d'être là dans ce nouveau bâtiment réapproprié.

Okupa ! Resista !

• **Vendredi 10 avril.** À 17 heures, une centaine de personnes entrent dans l'ancien hôtel de maître qui se trouve en face de la Porte de Hal. Les calicots disent Cette maison est vide depuis trop longtemps - Centre Social - Ici et Maintenant, notre action est pleine de sens ! Après la première Assemblée à 19 heures, commence la fête qui dure jusque très taaard !

• **Samedi 11.** Matinée de nettoyage et journée culturelle. Le Collectif Ici et Maintenant (photo) expose ses œuvres dans diverses pièces du bâtiment. Anouk et Florian exposent leurs gravures, Bernard L. et Jean Yves T. exposent leurs toiles. Les gens visitent. Vers 16h30, le Centre Social a droit, pour la première fois à la visite de la police de Saint-Gilles qui se montre malpolie, voire agressive, sans pour autant perturber les activités. Représentation de la pièce Escurial de Michel de Ghelderode par la Compagnie de Loin, concert de guitare du groupe flamand Brake suivi d'un concert de RaggaMuffin'. Se tient également l'Assemblée quotidienne. Plus tard, sont projetés des films et une soirée afro-raï-rap-reggae assure l'ambiance. Cette journée chargée aura attiré environ 250 personnes.

• **Dimanche 12.** À 4h30, vers la fin des festivités, une vingtaine de policiers veulent pénétrer dans le Centre Social sous prétexte d'un incendie. Seraient-ce les flammes des bougies qui nous éclairent, qui les inquiètent ? L'accès leur est naturellement refusé. Réponse de la police : coups de pieds et de matraques dans les vitres des portes d'entrée, injures et gaz lacrymo' répandu dans tout le rez-de-chaussée. L'accrochage dure un quart d'heure, après quoi la police, qui n'a pas réussi à rentrer dans le bâtiment, quitte les lieux. Première vague d'attaque héroïquement repoussée.
L'après-midi présente heureusement une ambiance diamétralement opposée. La bonne humeur accompagne les activités pour enfants et le goûter avec les voisins. Celles-ci sont suivies d'une lecture des poésies de Tom, et d'un concert de Christiane Stéfanski. La police réapparaît brièvement à l'entrée. Elle nous soupçonnerait de forer un trou dans le mur mitoyen... pour piller la banque adjacente. Bonne idée, merci. Le soir, Assemblée, resto' populaire et projections.

• **Lundi 13.** Dans l'après-midi, se tient une rencontre Carrefour des Luttes. Différents collec-tifs, individus, associations présentent leurs actions. L'accent est mis sur les connexions qui existent, ou qui sont à créer entre le champ social, politique et culturel. Est également abordée la nécessité de remplir les brèches qui existent ou doivent être

introduite dans la société dominante. Vers 17h30, on reçoit la visite d'un échevin de la commune qui tente de couvrir la bavure des flics dans la nuit de dimanche à lundi.
Vers 18h commence une soirée hip-hop avec les jeunes du quartiers. Vingt minutes après, les keufs sont de nouveau à la porte pour "prendre les identités des responsables" car les occupants auraient jeté des pots de fleurs sur leurs têtes pendant la petite escarmouche. Bonne idée. Cependant les flics se montrent tellement agressifs qu'on est contraint d'interrompre et d'annuler la soirée. Un des groupes jouera a cappella dans le bar.

• **Mardi 14.** La presse visite le Centre Social. Un responsable de l'agence immobilière qui gère le bâtiment passe également, la présence des occupants semble l'amuser. Courte visite du service d'hygiène, qui n'entre pas, car il ne sont pas en possession d'un mandat. L'après-midi appartient aux créateurs du Collectif Sans Nom. Des dessins, des affiches, des textes et photos naissent.
Le soir, Assemblée, resto populaire et projection de film. Une journée paisible. Bar, comme tous les soirs, amenant rencontres et discussions, chaque jour des nouvelles têtes, remplies de projets. L'endroit mort hier, revit... tout est dans l'instant. Petite bulle de résistance perméable une étiquette éternité plaquée dessus. Qui l'a collée... Ici et maintenant on le sait. C'est nous...

• **Mercredi 15, jeudi 16, vendredi 17.** Journées Porte Ouverte (3) des collectifs du Centre Social. Des individus et des représentants d'assos' passent, discutent... La production d'affiches, de textes et de dessins continue. Deux nouveaux collectifs se créent : Ateliers BD et théâtre-action. Assemblée et projections... Le temps passe, on craint une expulsion, alors, on fait preuve d'une imagination débridée, stratégies de dissuasion "passive" au cas où... Un Collectif chants révolutionnaires semble naître des cendres et des vapeurs du fond du bar.
Théâtre-action en représentation sur le parvis de Saint-Gilles vendredi matin, pour raconter notre action en couleurs.

Au plaisir...

Ici s'achève la petite chronique puisqu'en ce jour nous en sommes là. Un Centre Social est né et dès les premières heures, c'était la pleine ébullition. Un espace libéré, un havre de vie au beau milieu d'un système entièrement voué, comme l'explique si bien Chiquet Mawet, au culte de la mort.
Évidemment, nous avons pris pour l'instant une optique de résistance aux autorités qui pourraient organiser... un délogement. Et, on l'imagine, pas à la loyale, les yeux dans les yeux, mais de manière détournée : il leur suffit de jouer sur les mots d'un rapport sur la salubrité des lieux. Quand on sait qu'une douche dans une cuisine est un des critères pris en compte, imaginez ce qu'on peut dire d'un immeuble vide depuis 1989. Cette attitude de résistance bouffe énormément d'énergie.
Mais on est là, on s'accroche... Créons l'autrement ! Multiplions les initiatives ! Et au plaisir !

Nisse, Claudio et Cataline

Collectif Sans Nom
2-4 av de la Porte de Hal 1060 Bxl
tél 02/503.39.98, télécopie 02/779.59.00

1) Pour une nouvelle Radicalité, La Découverte, 1996.
2) Pour un exemplaire de Paroles Nomades, écrivez au collectif ou demandez le via la rédaction d'AL.
3) Bien qu'elle le soit toujours, ouverte, la porte ; si ce n'est quands on dort et lors des passages des forces de l'ordres.

OCCUPATION D'UN NOUVEAU CENTRE SOCIAL A BRUXELLES

Stratégies de résistance

Parallèlement à la mise en place de nos projets à long terme, il s'agit d'éviter, dans l'immédiat, un délogement brutal par les forces de l'ordre. Dans notre stratégie d'action, nous avons avant tout décidé de jouer la carte de la confrontation avec la sphère politique, plutôt que de faire pression sur le propriétaire. Ceci, parce que quelle que soit la réaction du propriétaire, c'est à la commune que revient la responsabilité de nous laisser tranquilles ou de nous jeter dehors. Dans le cas de l'immeuble de la Porte de Hal, notre adversaire direct est donc Charles Picqué, bourgmestre de la commune de Saint-Gilles et... chef de la police communale. Du côté propriétaire, la situation est plutôt à notre avantage car les informations dont nous disposons indiquent que celui-ci (domicilié actuellement à Hong Kong) n'est pas en odeur de sainteté à Bruxelles.

Les atouts dont nous disposons dans cette confrontation sont :

• **Le soutien des habitants du quartier**, à développer via des contacts individuels, des journées portes ouvertes et des initiatives telles que la saynète de théâtre-action sur le marché du parvis de Saint-Gilles. De ce côté, les choses évoluent bien, et des liens commencent à se tisser, tels ce groupe de jeunes du quartier venus faire du rap free-style ou ces deux gosses qui prennent l'initiative de déblayer une pièce pour y installer une bibliothèque.

• **Le soutien d'associations et d'individus mobilisés** par une campagne de communiqués via fax et courriers électroniques. Quelques associations et bon nombre d'individus ont réagi positivement, en exprimant leur sympathie et leur crainte d'une expulsion violente par fax auprès de la commune.

• **L'information la plus large** par communiqués, conférences de presse et diffusion des lettres adressées à la commune. Au niveau presse, nous avons profité, au début de l'occupation, du calme informatif du week-end de Pâques, ce qui a

permis à notre action de monter comme une bulle d'air dans la vase médiatique.

De ces trois leviers de pression, le plus difficile à manœuvrer est, sans conteste, celui des médias. C'est un pari, car il nous faut rester maîtres de notre message et notre image, malgré sa digestion journalistique. À ce sujet, rien n'est gagné : pour preuve, certains reportages et articles qui donnent de nous une image de camp boy-scout, en fiesta permanente, dans une épave urbaine. Non, nous ne sommes pas de gentils zozos sympathiques : notre projet est culturel, social mais aussi... politique ! C'est un projet de résistance et de rupture avec la logique libérale qui cannibalise nos vies.

Cette stratégie devrait nous permettre d'établir un véritable rapport de force avec les autorités, qui en cette saison pré-électorale sont toujours sensibles à ce qui pourrait abîmer leur image sociale dans les sondages...

Claudio

EN MOUVEMENTS / À PROPOS DU PROJET D'UN...

Centre Social à Bruxelles

Petite histoire du Collectif Sans nom.

Le Centre social est composé de petits groupes autant que d'individus (qu'ils soient chômeurs en majorité, mais aussi étudiants et travailleurs) qui se sont rencontrés "au gré de la vie" ou lors d'activités à caractère social, par exemple, lors des Marches européennes contre l'exclusion et la précarité en 1997, l'occupation de bâtiments vides à Bruxelles, des manifestations diverses...

Nous nous situons plutôt dans une histoire, une mouvance, un réseau qui s'inspire de certaines valeurs héritées du passé et retravaillées à l'aube de nos singularités.

Si nous pouvons dire que nous nous retrouvons sans doute toutes et tous derrière certains mots tels que liberté, résistance, autonomie, création, solidarité... Nous nous opposons aussi à une conception du monde qui réduit l'humain à une marchandise ou à un objet...

Le lien qui réunit le Centre social est double...

D'une part, la réappropriation de bâtiments vides dans Bruxelles pour y vivre et d'autre part pour y construire à l'intérieur une multitude d'actions, d'expériences, d'activités... au gré des envies singulières et collectives, telles que des collectifs d'auto-formation, d'affichage, de chômeurs, de réseau inter-squats, ou encore des ateliers de peinture, d'écriture, de photo, de musique, de danse, de théâtre, etc....

Ce projet ne se construit pas autour d'un programme, ni d'une ligne politique mais plutôt en relation avec des idées, des envies, celles d'expérimenter et de créer d'autres formes de vies, de relations, de tracer des lignes de liberté, de résistance et de solidarité...

Ce n'est pas le discours qui fait le projet, c'est l'acte qui le construit, excepté si on imagine que la liberté, la résistance, la création est affaire de panthéons, de monuments, formant des entités abstraites, tout aussi abstraites que les flux financiers, qui en arrivent à nous donner l'impression que nous ne pouvons avoir prise sur eux.

À défaut de penser le monde, la liberté, la... il nous reste à penser notre situation. Et c'est à l'intérieur de celle-ci que l'acte se met en mouvement, que les idées se construisent, qu'elles s'expérimentent dans le quotidien banal de la vie et qu'elles ne se trouvent jamais achevées mais en perpétuel devenir. Cette libération du quotidien se base sur une pratique et une organisation touchant à l'ensemble des aspects de l'existence (politique, social, culturel, économique, artistique...).

Des questions... et des possibles !

Le premier acte que nous posons est celui de se réappropier des maisons / bâtiments vides. Par cet acte nous mettons en avant deux questions....

1. Quelle est la légitimité de la propriété privée quand l'on ne fait pas usage de son bien ?
2. Quelle est la légitimité politique, quand celui-ci laisse libre cours au spéculateur et autre financier de modifier, de détruire l'espace public commun et de précariser les conditions de vie et de logement ?

Ces questions ouvrent deux possibles.

1. Par le fait même que ce bien n'est plus utilisé, et se dégrade nous prenons la responsabilité individuelle et collective de se le réapproprier. Contre les lois du monopole, de l'accumulation et de la spéculation (valeur d'échange du bien immobilier), nous prônons l'utilisation du bien pour sa valeur intrinsèque (valeur d'usage): nous avons besoin de ces espaces inutilisés pour développer nos projets et pour y vivre.
2. L'usage de ce bien dépasse la seule revendication du droit au logement en s'articulant dans un mouvement ample et multidimensionnel. Tout d'abord, l'occupation entraîne une remise en question de l'organisation

urbanistique et spatiale soumises aux lois du marché. Ensuite, l'occupation .....
pose les bases d'une alternative aux valeurs dominantes de notre société : individualisme, rationalité, compétitivité, etc. Elle propose de construire d'autres modes de relations politiques, sociales et culturelles: solidarité, coopération, émotionalité, création, échange, égalitarisme, participation collective...

Le choix est donc pris de tenter de s'ouvrir à ce mouvement qui prendra dans un premier temps appuie sur trois notions: le culturel, le politique et le social. C'est à l'intérieur de ceux-ci que les idées de liberté, de résistance et de création voyageront.

Le culturel

Le culturel est porté par le désir de créer. La création c'est l'acte qui vise à transformer, à faire surgir, à produire de nouvelles formes.

La culture est la mise en lumière de ce qui est occulté par la réalité. Elle pousse le regard, elle dévoile l'imaginaire, elle met en scène d'autres aspects de nos vies.

En tant qu'acte de création, la culture trouve difficilement sa place et son expression dans une société régie par la loi du profit, à l'intérieur de laquelle se joue la répétition du même, la transformation de l'acte singulier en objet et en produit mercantile.

Par là même, il n'est pas étonnant que dans une société portée par le quantitatif, par l'utilitaire, 'acte singulier de création trouve difficilement son lieu d'expression.

Cette manière de voir la culture s'ouvre à tous les domaines de l'expression humaine.

Mais ce que nous voulons faire surgir dans ce point, c'est l'aspect de la culture pris dans son sens artistique. Et qui prendra la forme de différents ateliers artistiques: photo, peinture, théâtre, danse, cinéma, littérature, dessin...

Le politique

Le politique porté par le désir de liberté. Celui-ci s'exprime et s'inscrit à coté de la "grande marche du monde". Nous ne voulons non pas nier celui-ci, ni le rejeter en bloc, mais disons que les images, bien réelles, véhiculées entre autre par tous ces hommes de pouvoir ne correspondent pas à notre réalité. Leur Langage, leurs façons cyniques de se comporter, l'absolutisme de leur pensée gestionnaire, leurs visions totalitaires du monde laissent très peu de place à un autre imaginaire et à une autre pratique.

Leurs actes ne produisent pas autre chose qu'un lendemain terne et gris.

Notre présent s'exprime par le chômage, par la précarité, par la réification

de l'être humain, par la robotisation de nos existences, par une consommation compulsive, par des droits sociaux de plus en plus rabotés, par une compétition aveugle se souciant d'un seul critère: la marche de la bourse...

Notre horizon n'est guère plus beau : crise financière, vache folle, trou d'ozone (et autres dégâts écologiques), famine...

À ce monde, à ces images, à cette réalité nous ne pouvons que faire un pas de côté et construire une situation s'ouvrant sur un autre possible, un autre devenir, une autre liberté...

Expérimenter dans ces espaces libérés, d'autres façons de penser et de faire. Mettre en route une pensée vivante, en perpétuelle critique ne se laissant pas réduire à quelques dogmes ou autres généralités prétendant définir ce qui est et ce qu'il adviendra.

Nous disons plutôt que nous ne savons pas ce que nous sommes, ni où nous allons.

Les seules choses que nous savons c'est que les actes que nous posons maintenant, nous construisent pour demain.

Le fait d'occuper, de se réapproprier des bâtiments vides est un acte autant qu'un moyen. Un acte comme nous le disions plus haut qui questionne la nature du droit privé comme la légitimité politique du "laisser faire".

L'occupation est un moyen et un acte en soi qui permet de remettre en cause et de lutter contre la spirale financière de la spéculation immobilière et la loi des propriétaires (loyers prohibitifs, individus sur le trottoir...).

C'est aussi la mise en pratique de formes d'organisation, de vie, de relations et d'activités hors de ce qui est fait, imposé et banalisé quotidiennement dans notre système. Notre "faire" s'inscrit dans cette dynamique, rompant avec les formes de médiation sociale, se structurant en dehors des modes de représentation classique et mettant plutôt en avant une pluralité dans la gestion et dans l'organisation collective du lieu, nous donnant les moyens de nous réapproprier notre capacité de production sociale et matérielle. C'est à dire tenter de faire jouer en permanence le couple singulier - collectif.

Ces lieux permettent autant une réalisation personnelle qu'un épanouissement collectif. Le développement collectif ne se fait cependant pas aux dépens des spécificités des individus. Au contraire, la collectivité se fonde et se consolide grâce et par la diversité des personnes, la créativité et la richesse qui découlent de la rencontre de différentes subjectivités. Cette subjectivité nouvelle permet de fuir les valeurs aliénantes et limitatrices de notre société: patriarcat, travail salarié, militarisme, nationalisme...

Nulle mélancolie, nul idéalisme juste prendre et essayer de multiplier notre puissance de faire, de créer individuellement et collectivement dans le seul moment de la vie ou nous pouvons avoir une prise partielle sur la réalité, c'est à dire ici et maintenant. Le Centre social est un acte politique de base, son action est locale et rejette le centralisme, la délégation et la hiérarchie. Le groupe se gestionne et s'organise lui-même de manière autonome face à l'extérieur et crée ainsi sa propre signification.

La liberté n'est pas affaire de demain mais de présent !

Le social

Le social porté par ce désir de résister. Résistance face à cette situation, décrite plus haut, où notre seule perspective, où notre seul présent est celui du chômage, de la précarité, de la consommation, de la sérialisation, de la hiérarchie, du sexisme, de la xénophobie...

Résister non pas par la crainte d'être exclu (puisque nous faisons bien partie de ce monde), mais par celle de n'avoir même plus le droit d'exister en tant qu'étudiant, chômeur, précaire de tout poil, mais aussi femme, étranger, sans-abri... Comment exister quand on est pris dans les entrailles de cette machine de destruction, de paupérisation que l'on nomme pompeusement libéralisme ?

En ajoutant à cela la misère d'un quotidien rempli de cet imaginaire du plein emploi, du vote démocratique, du droit d'expression pour tous... Celui-ci étant construit par notre histoire et maintenu par les différentes instances autorisées à se pencher sur le problème. Celles-ci règlent, codifient, répriment, suggèrent cette réalité à ceux qui justement ne la vivent pas. Notre objectif est de briser ce consensus régnant autour de ce système à travers l'intégration symbolique.

Pour ces raisons, nous refusons de voir la marginalité dans laquelle on nous a confiné comme quelque chose de dramatique. Au contraire, ces "limbes" sociales nous apparaissent plutôt comme des espaces possibles de libération des normes du système, des lieux permettant l'autodétermination. "Un message fort" disent-ils, quand nous considérons les chômeurs, les compressés du travail, les nouveaux journaliers comme des victimes de la guerre économique et non pas comme les coupables de celle-ci.

Résister c'est craindre mais c'est aussi espérer. Espérer qu'en se mettant ensemble, en multipliant les rencontres nous pouvons petit à petit sortir de l'isolement et vivre plus dignement, comme disent certains.

Résister contre la misère du présent et surtout résister pour.... Pour des espaces libérés où pourront s'agencer des créations individuelles et collectives et où un devenir aura une place.

"Seuls les nouveaux nomades sont encore capable de trouver une oasis dans le désert, une île dans l'océan, un espace d'apparition de la liberté" écrit Hannah Arendt.

C'est paradoxalement le seul choix qui nous reste si nous ne voulons pas mourir de n'avoir pas vécu.

Les projets

Les différents collectifs qui s'implanteraient dans le lieu sont repris dans cette rubrique. Ils ont déjà commencé à exister. Néanmoins, la nécessité d'un

lieu permanent se fait sentir. En voici les principaux :
• Atelier de peinture, endroit où serait disponible du matériel de peinture, s'ouvrirait à d'autres types d'activités : photos, sculpture...
• Collectif maisons vides. Recensement des bâtiments vides dans Bruxelles. Action relative aux maisons vides visant à mettre en évidence et réfléchir sur les problématiques urbaines et urbanistiques (chancres, spéculation, relation habitants-ville...). Pression sur les autorités, les propriétaires pour tenter de modifier la situation. Aide pratique pour les squatters via une permanence juridique.... Mise en place d'un réseau entre les différents squats de Belgique, réseau qui se concrétise par des actions de solidarité et la publication d'une feuille informative.
• Atelier "mouvement et danse". Cet atelier a pour objectif de permettre aux danseurs /artistes de mouvement de répondre au problème du coût exorbitant des locations de studio. Il offrira la possibilité de mener ses propres recherches artistiques en dehors de toute contrainte financière. Concrètement, l'atelier "mouvement et danse" sera un lieu de rencontre entre différentes pratiques et cultures de la danse. D'autre part, des spectacles pourront se monter en dehors de toute chasse aux subsides. En dernier lieu, les participants à l'atelier partageront leurs pratiques avec tous les amateurs intéressés lors d'ateliers : stages.
• Groupe lié aux droits des femmes. Ce groupe tourne autour de deux axes: la sensibilisation aux droits des femmes, sensibilisation qui reste d'actualité vu l'inexistence de ces droits dans de nombreuse parties du monde et la mise en valeur des luttes féministes et l'histoire de celles ci.
• Diffusion d'un journal. Le journal en question sera un périodique fonctionnant par thèmes et se revendiquant être un journal d'opinion. Lors de la première semaine d'occupation du bâtiment des Mutualités Socialistes, une première équipe de rédaction a vu le jour et a rassemblé une série de textes (infos, opinions, mais aussi poésies et dessins satiriques) qui seront publiés dans un premier numéro qui paraîtra prochainement...
• Collectif d'information. La création d'une librairie alternative. Celle ci vise à mettre à disposition en permanence des livres, des brochures, des tracts... ; le prêt de bouquins chers ou introuvables et la vente de brochure au prix coûtants. L'édition de textes, revues... La création d'affiches, de brochures et d'un journal mural, journal qui se couple avec des groupes militants. mise à disposition d'un matériel d'impression pour des individus, des groupes n'ayant généralement pas accès à l'édition
• La vidéothèque. La vidéothèque mettra à disposition du public des cassettes, essentiellement documentaires, qui pourront être visionnées en permanence dans une sorte de "salon vidéo".
• Atelier Hip Hop. Le but de cet atelier est de permettre à des jeunes m.c. (rappeurs) d'exercer pleinement leurs disciplines artistiques. Deux aspects de la culture hip hop seront abordés à travers cet atelier : l'écriture de textes et la mise en voix de ceux ci. Tout d'abord, le premier aspect, l'écriture de textes, vise à créer un endroit permettant l'écriture, celle ci inspirée et

transmettant un savoir basé sur l'expérience et la pratique, faire que se rencontrent différents rappeurs afin qu'ils puissent échanger, mettre en commun leurs passions (danse, musique, chant). Le deuxième aspect de cet atelier, de cet espace créé pour la culture hip hop, est la mise en voix, le chant. Pour cela, nous mettrons du matériel de base à disposition, c'est à dire, platine, micro, baffles, nous organiserons des rencontres entre "professionnels" et "amateurs" afin qu'il y ait échanges de savoirs, de techniques. Des concerts, comme des Free style, seront le lieu de rencontre et de découverte entre les rappeurs et leur public.

• Collectif d'autoformation. Rencontres, échanges de savoir, formations avec "spécialistes", travail collectif autour de livres, visions de films / documentaires, conférences, débats, ce collectif peut prendre plusieurs formes. Quelques buts : un questionnement sur la réappropriation du savoir dans un espace non institué (comme l'école, l'université, les formations orbem...) ; ce collectif est un lieu où l'on s'arrête pour prendre le temps de penser notre pratique, qui peut nous aider à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons ; et pourquoi pas nous donner des outils pour agir collectivement ou individuellement dessus. Ce collectif existe depuis deux ans, des sessions de formations se sont déroulées avec notamment Ricardo Petrella, Jacques Gouverneur, Miguel Benasayag...

Espaces de rencontres

Nous voulons des espaces de rencontres ou de simples retrouvailles pour toute personne ayant comme préoccupation l'Image (photo, graphismes, illustrations, vidéo...) et son rôle en tant qu'outil de communication.

1. Salon de l'image Cadre dans lequel pourraient être organisés des temps de réflexion et d'échanges.
2. Séminaire avec des "professionnels" de l'image par exemple Raymond Depardon (photographe, cinéaste), Jean Brohé (photographe), Martin Parr (photographe), Nan Goldin (photographe).
3. Création d'un journal, d'un fanzine, d'une revue en lien avec le collectif d'affichage, le collectif bd où tout autre personne désireuse d'animer un organe de presse.
4. Lieux d'accueil et d'exposition. Lieux de laboratoire et de création.
5. Création suite à la venue de ce beau monde, d'une "banque" d'images, d'archives... en vue d'une plate forme de diffusion indépendante, réalisation d'un site web.

• Collectif "Relations Nord-Sud". Ce collectif servirait de base de réflexions et d'activités concernant les réalités sociales, économiques et politiques des régions que l'on se complaît à appeler "pays du tiers-monde". L'objectif est de relier ces réalités aux intérêts politico-économiques occidentaux, notamment la pratiques des multinationales, F.M.I., etc. Le travail du collectif inclus: une critique du travail des ONG ; la publication de textes

d'information et de sensibilisation ; conférences, débats, discussions... avec des invités divers ; la prise de contact et l'établissement d'une plate-forme d'expression pour des groupes autonomes de ces régions ; la diffusion d'œuvres culturelles d'habitants et de réfugiés des pays du Sud.

• Ateliers d'écriture. Le mot est le substitut de toute pensée humaine et sert de support à toute action, programme, idéologie, philosophie... L'atelier servirait, dans un premier temps, de lieu de réflexion sur toutes les formes du mot écrit. Ces réflexions se baseront sur des textes d'auteurs qui existent déjà, sur la presse écrite, les slogans publicitaires, les calligrammes, etc. selon les envies des participants. Dans un deuxième temps, on envisage la production de textes littéraires, politiques, journalistiques ou philosophiques. La diffusion de ces textes dans différentes publications (existantes ou à créer) est également envisageable. De plus, des lectures publiques des textes produits ou d'auteurs invités compléteront les activités de l'atelier.

• Le Collectif Autonome de Chômeurs. Le C.A.Ch. s'inscrit dans une réalité spécifique qui est celle du chômage. À ce titre, ils sont porteurs de revendications spécifiques telles que l'augmentation des barèmes sociaux, arrêt immédiat des contrôles et des répressions de l'ONEM, entre autre, via l'article 80. Mais en tant que chômeurs, ils se situent aussi dans une réalité plus vaste qui est celle d'un système politico-économique régi par les lois du marché, du profit et qui ne se soucie guère du culturel et du social. Autrement dit, le C.A.Ch. veut intervenir sur la situation d'urgence, l'amélioration de celle-ci ainsi que sur ses causes. Ici et maintenant, le C.A.Ch. propose des actions concrètes de résistance revendiquant une amélioration des conditions de (sur)vie de notre sous-classe jugée désormais inexploitable par les puissances économiques planétaires.

Voici les trois axes de travail du C.A.Ch. • Le collectif organisera des actions locales et multiples en réseau avec d'autres collectifs de chômeurs de tous les pays par rapport à des objectifs précis que nous jugeons indispensables à l'amélioration de notre existence matérielle, sociale et culturelle. A ces diverses exigences, s'ajoute la nécessité d'un nouveau partage des richesses. • Ce collectif propose également des ateliers d'auto-formation juridique sous la forme, notamment, de rencontres avec des juristes et des confrontations d'expériences, et cela sur les répressions sociales dont nous sommes continuellement menacés. • C.A.Ch. lancera aussi un atelier de recherche sur notre quotidien de chômeuses-eurs afin d'en dessiner la complexité, la multiplicité voire la nouveauté. Nous pensons en effet que notre présent renferme des possibles qui méritent d'être exploré. De nombreuses autres activités sont en gestation et verront le jour sous peu. De plus, nous sommes ouvert à toutes les propositions que nous soumettraient les personnes intéressées par le projet.

Centre Social de Bruxelles
Collectif Sans Nom

2-4 av de la Porte de Hal 1060 Bxl
téléphone 02/539.04.55
télécopie 02/779.59.00
occupation@infonie.be

ALTERNATIVE LIBERTAIRE 206 - MAI 98

DANS LE TEXTE / MAI 68 - MAI 78

Mai 68 - Mai 78

Dix ans qui ébranlèrent le monde

Dix ans après la poussée de fièvre révolutionnaire de 68, rien de fondamental ne semble avoir changé dans ce pays. L'État gaulliste qui avait vacillé un instant sous les coups de boutoir d'une génération qui, pour être réaliste, demandait l'impossible, a pansé ses plaies. En se sophistiquant, en s'affinant, en intégrant à sa problématique une partie du discours de la jeunesse sorbonnarde de l'époque, il a su maintenir la pérennité du système inique de l'exploitation de l'homme par l'homme. À l'ombre d'un renforcement constant des pouvoirs de l'État, la droite la plus bête du monde a fait son chemin dans la voie étroite de l'intelligence politicienne.

À l'inverse d'une bourgeoisie qui a fait preuve d'une capacité certaine à intégrer les contradictions qui la minent, l'opposition "officielle" ressasse inlassablement les mêmes litanies, les mêmes stratégies... les mêmes échecs.

Les accords de Grenelle qui avaient enterré le formidable espoir d'un changement radical de société sous les rots gras d'un prolétariat repu par l'apparente satisfaction de ses revendications alimentaires, conduisirent à l'inexorable désenchantement des législatives de 68. Élections, piège à cons criaient encore ceux que la vague descendante de la fièvre révolutionnaire laissait déjà sur la grève de l'histoire. Dix ans plus tard, la même impasse électorale caractérise encore la stratégie d'une opposition de gauche qui fait toujours montre de la même incapacité à raisonner hors des sentiers battus du réformisme.

Devant cet immobilisme affligeant, il est tentant de désespérer de l'histoire, de sombrer dans la mélancolie aigrie du soixante-huitard en mal de souvenirs !
Pour avoir eu vingt ans en 68, l'intention d'y aller de mon petit couplet sur un passé merveilleux ne m'effleure nullement. Mon propos ne consiste pas davantage à nier l'importance fantastique de ce qui s'est dit ou fait à cette époque. Le ressassement lancinant d'un passé sanctifié figeant le temps et l'espace, comme le refus imbécile de tenir compte de ce même passé pour en saisir l'influence sur le présent, relèvent de la même impuissance à s'investir dans la

réalité des choses. Cette réalité qui se conjugue toujours au présent se trouve, en effet, constituée à la fois par la digestion du passé et par l'anticipation de l'avenir. Il est donc aisé de comprendre que ceux qui ont une révolution de retard comme ceux qui en ont une d'avance, ne peuvent percevoir la réalité globale des choses que d'une manière partielle.

.

En vérité, les nostalgiques de 68 comme ceux qui croient naïvement que tout commence avec eux-mêmes, ont une vision identique de l'histoire : ils la perçoivent comme immobile, intemporelle. Pour les uns rien n'a vraiment évolué depuis 10 ans, pour les autres rien n'évolue jamais, car pas assez vite ! Les "désespérés" du passé ou de l'avenir, tout pénétrés de leur impuissance à se situer dans le temps, n'ont pas la force d'ouvrir les paupières pour voir la vie qui bouillonne autour d'eux !

.

En ce sens, parler aujourd'hui de l'échec de Mai 68 consiste à ne se situer qu'au seul niveau de l'apparence. La révolte contre le vieux monde comme la volonté de vivre la révolution au présent et au quotidien sur des bases libertaires, anti-autoritaires et anti-hiérarchiques, ne se sont pas éteintes avec la fin de l'agitation étudiante. Cette révolte et cette volonté ont simplement changé de forme. Elles sont sorties du champ clos de la phrase, du cocon douillet des amphis, pour pénétrer en force l'espace infini de la réalité sociale, économique et politique.

.

Dans la présente décennie, on a assisté entre autres à la déliquescence progressive du gauchisme. Ayant un temps fait illusion à la faveur d'une surenchère verbale de tous les instants, le marxisme et ses avatars léninistes, trotskistes, maoïstes... grouchistes, fait chaque jour davantage la preuve de sa faillite. La crise du militantisme qui, tel un mal endémique, ravage et ronge ces groupuscules de "révolutionnaires professionnels", prend des allures d'hémorragie. Les militants d'aujourd'hui n'acceptent plus la division pseudo-dialectique entre théorie et pratique, ils refusent de vivre un présent de compromissions au nom d'un hypothétique futur révolutionnaire ; ils veulent vivre la révolution, la leur y compris, au présent et au quotidien, faire éclater partout, ici et maintenant, les mille et un aspects de l'aliénation que secrète l'idéologie dominante.

.

C'est dans cette optique qu'il convient d'analyser l'ensemble des fronts de la lutte des femmes (lutte pour la libéralisation de l'avortement et de la contraception, lutte contre le viol, la phallocratie et d'un point de vue général l'oppression sexiste émanant de tout système patriarcal). Le mouvement communautaire, avec son formidable capital de vécu, le fourmillement multiforme des groupes écologistes, les nombreuses théories et expériences relatives à l'éducation et à la pédagogie libertaire, l'antimilitarisme radical d'une partie grandissante de la jeunesse, l'épanouissement tranquille des idées et pratiques non-violentes, la vitalité des luttes centrées sur la libération sexuelle, la résurgence du régionalisme, l'émergence croissante d'une aspiration à l'autonomie, la prolifération de journaux de contre-information... s'inscrivent également dans la réalité de cette nébuleuse libertaire qui a fait éclater le gauchisme. Outre l'aspect positif que constitue en soi la liquidation de ce qui a pu un instant passer pour une alternative "révolutionnaire", il convient également de constater que la contamination touche maintenant une grande partie du corps

social. Un certain nombre de concepts, à l'instar de celui d'autogestion, de par le fait qu'ils sont l'objet d'une récupération éhontée par certains syndicats et partis politiques, démontrent à l'évidence qu'ils constituent une réalité avec laquelle il convient de compter.

.

Les idées de mai ont donc fait leur chemin. Elles ont été repensées et vécues sous des formes différentes par les nouvelles générations. Les principaux faits d'armes de l'après-68 portent le nom de Lip, du Larzac, de Bobigny ou de Malville - chaque époque a ses prises de la Bastille. Mais là n'est pas l'essentiel ! L'important pour la présente décennie, c'est la vitalité de ce foisonnement de pratiques diverses qui constituent la nébuleuse libertaire. C'est sur une telle réalité que peut se construire une alternative révolutionnaire sérieuse, cohérente, authentique. La présente période représente indéniablement un tournant car l'éclatement multiforme de cette volonté libertaire est lourd d'ambiguïtés. Ou bien l'ensemble de ces fronts de lutte débouchera sur une certaine coordination et avec, en toile de fond, le cadavre encore chaud du marxisme, les jours de la bourgeoisie sont comptés, ou bien l'émiettement ira en s'accentuant et la technocratie qui gère déjà les intérêts d'un capitalisme qui sera de plus en plus d'État, s'en accommodera parfaitement. L'histoire s'invente tous les jours et la tâche de demain consiste à dépasser l'absence de théorisation globale d'une révolte centrée exclusivement sur la pratique. Le développement présent de notre Fédération anarchiste est de bon augure car nous nous devons d'être partie prenante de cette tâche.

.

Quoi qu'il en soit, les bases d'un changement révolutionnaire authentique existent présentement. L'ébranlement du vieux monde que John Reed avait cru déceler en octobre 1917 est maintenant à l'ordre du jour. Il avait fallu dix jours à la Russie pour changer de maîtres, alors dix ans pour créer les conditions permettant d'accéder à un système social où il n'y ait plus jamais ni dieu ni maître, cela ne semble pas trop long à l'échelle de l'histoire. Les conditions du changement existent, à nous de les faire mûrir pour qu'enfin le règne de la domination de l'homme par l'homme soit à jamais aboli.

L'intérêt de l'histoire, c'est que si tout évolue tout le temps, rien n'est jamais joué d'avance. Indéniablement, l'homme est maître de son destin. Oeuvrons pour que ces dix ans qui ont ébranlé le monde en s'attaquant aux bases mêmes de son existence, préludent à dix jours qui ébranleront le monde pour dix mille ans !

.

Jean-Marc Raynaud

.

Le Monde libertaire, 25 mai 1978
(ressorti des placards par Alternative Libertaire)

.

MAI 68 / ALTERNATIVE LIBERTAIRE 206 - MAI 1998

Elle a sans conteste marqué l'esprit de Mai 68

Brève présentation de l'

Internationale Situationniste

RÉVOLUTIONNER LA VIE QUOTIDIENNE

Fondée en 1952, l'Internationale Situationniste (IS) prône la construction des situations, c'est à dire la construction concrète d'ambiances momentanées de la vie et leur transformation en une qualité passionnelle supérieure. Groupe organisé de théoriciens et expérimentateurs, le mouvement est basé sur le principe d'une révolution permanente de la vie quotidienne. Il est à l'origine de la révolte de Mai 1968 en France. Concrètement, l'IS invite le citoyen à créer des situations dignes de son désir afin de rendre la vie passionnante. Cela suppose, aux yeux des situationnistes, une libération sociale complète. Ils s'opposent ainsi à la société de classes et au capital qui organise le règne de la marchandise et inflige aux hommes une existence de "survie" (la vie réduite au consommable). Dans ce monde à l'envers qui privilégie le travail, l'argent et le pouvoir, l'IS propose la jouissance comme moyen de subversion radical : Il n'y aura pas d'émancipation du prolétariat sans émancipation réelle des plaisirs. C'est pourquoi les situationnistes soutiennent toutes les formes de la liberté des mœurs, tout ce que la canaille bourgeoise ou bureaucratique appelle débauche. Il est évidemment exclu, expliquent ils, que nous préparions par l'ascétisme la révolution de la vie quotidienne. L'IS met cependant en garde contre les plaisirs marchandés, qui tiennent davantage d'une prolétarisation de la jouissance que de sa libération. Les situationnistes dénoncent, par ailleurs, le mythe de la société des loisirs. Ils n'y voient qu'un mode supplémentaire de production consommation de l'espace temps social. Si le temps de travail productif se réduit, le temps consacré à la consommation augmente, incitant à produire davantage. Dans cette conception aliénante de la société, le travail est l'alpha et l'oméga de la vie. Les situationnistes lui opposent la jouissance et son arme absolue, la gratuité : il s'agit de substituer le don à l'échange marchand.

ART ET POLITIQUE

L'IS se considère comme le plus haut degré de la conscience révolutionnaire internationale. Au milieu des années 60, après avoir pris l'existentialisme pour cible (Sartre, l'inqualifiable ; Heidegger, pauvre nazi), les situationnistes dénoncent la supercherie maoïste et la catéchèse léniniste. Ils mettent en lumière l'hypocrisie du socialisme, car les victoires de la sociale ont toujours été celles de la marchandise. Mais l'IS refuse l'étiquette de mouvement politique : elle conteste toute forme de pouvoir hiérarchisé et renonce aux disciples. Les situationnistes admettent cependant jouer un rôle politique dans la mesure où ils contribuent à l'irréductible volonté d'émancipation du prolétariat. L'IS, ralliée dès sa création par les plasticiens d'avant garde du lettrisme et du groupe Cobra, se veut aussi le seul mouvement qui puisse répondre au projet de l'artiste authentique. Les situationnistes voient en l'art une richesse de dépassement, une explosion qui menace les structures de la société. Ils

veulent mettre l'équipement matériel à la disposition de la créativité de tous, comme partout les masses s'efforcent de le faire dans le moment de la révolution. Dans les premières années de son existence, l'IS se manifeste essentiellement par l'activité de ses artistes : l'Italien Pinot Gallizio, le Danois Asger Jorn, le Hollandais Constat...

DEBORD ET VANEIGEM

Fondateur de l'IS, le Français Guy Debord (1931 1994) est l'auteur de La société du spectacle (1967), sans doute l'un des plus grands textes sur le capitalisme contemporain et son système d'illusions. Debord conçoit l'ouvrage comme une critique du règne irresponsable de la marchandise et des méthodes des gouvernements modernes. Vingt ans après la sortie de La société du spectacle, son auteur constate que les faits lui ont donné raison : voici donc une société qui s'annonce démocratique, quand elle est parvenue au stade du spectaculaire intégré... Une société qui met en scène un consensus trompeur : C'est la première fois dans l'Europe contemporaine, écrit il dans ses Commentaires sur la société du spectacle (1988), qu'aucun parti ou fragment de parti n'essaie plus de seulement prétendre qu'il tenterait de changer quelque chose d'important. Autre grand théoricien de l'IS, l'essayiste belge Raoul Vaneigem a posé quelques uns des grands principes du mouvement dans son Traité de savoir vivre à l'usage des jeunes générations (1967) : refus radical de la société de consommation, dénonciation de ses contraintes et de sa tendance à l'uniformisation, combat écologique dans un souci libérateur... Dans Le livre des plaisirs (1979), il invite les vivants à la jouissance sans contrepartie pour en finir une fois pour toutes avec une civilisation marchande en voie d'effondrement.

INSPIRATIONS SITUATIONNISTES

Les situationnistes refusent toute idéologie, davantage encore les organisations qui en découlent (appareils, partis et syndicats) et le pouvoir qui s'y attache. D'où leur souci de chercher leur inspiration à sources multiples et diverses : Hegel, Fourier, Clausewitz, Marx, Baltasar Gracian, Gyorgy Lukacs, Omar Khayyam, Sade, Lautréamont, Babeuf, Lacenaire, Stirner, Léhautier, Vaillant, Henry, Villa, Zapata, Makhno... Sans oublier l'alcool et 13, rue de l'Espoir, BD sentimentale publiée par France Soir, dans les années 60.

Ricardo Gutiérrez

Repiqué sur le site http:/www.zewoc.com/libertad/

L'ÉTAT EN QUESTIONS

De la destruction de l'État

aux conditions de son dépérissement

**Pendant longtemps, trop longtemps, le combat contre l'État s'est mené sous
l'étendard mythique et même mystique de la destruction de son apparence
à la faveur du moment magique d'une révolution à la mode du Grand Soir.**

Depuis l'aube des temps il est là, tapi dans la pénombre, aux aguets ou sur le devant de la scène, omniprésent. À la mode totalitaire-frigidaire ou consensuelle-image-virtuelle, mais toujours au cœur de la peur des hommes, de leurs craintes, de leurs espoirs... de leurs résignations.
Ici, il arpente le pavé, la trique à la main, le bâton de l'autre, sous les huées. Là, il se pavane, parade et embrasse sur le front les petits et les grands enfants de l'ordre, du salariat, de la famille et de la patrie. Ailleurs, il évite soigneusement les feux de la rampe et promène ses blouses blanches aux quatre coins d'un inconscient collectif qu'il gère en Mr Propre de la nécessité.
Certains ont choisi par conviction centralisatrice ou par résignation de le servir, mais ont eu et ont toujours du mal à suivre le rythme effréné de ses frasques, de ses sautes d'humeurs, de ses réformes ou de ses virages à 180 degrés. D'autres essayent depuis des lustres et bien avant nos zigotos de socialos/écolos de s'en servir et y perdent régulièrement leur âme et le beurre de leur âme. D'autres encore ont cru matérialisme historique oblige l'asservir et s'y sont empêtrés jusqu'à finalement s'y noyer à l'occasion du grand naufrage du Titanic totalitaire. D'autres, encore, ont tenté sincèrement ou sempiternellement de le nier et en sont régulièrement réduits à aller fumer en cachette dans les chiottes de l'individualisme. D'autres, enfin, ont tenté l'aventure la vraie de le détruire et s'y sont jusqu'à présent brûlé les ailes jusqu'à traverser ce siècle à pied.
De temps à autre, pourtant, il a quand même mis un genou à terre, blessé d'amour ou de haine. Mieux, ici et là, on a parfois pu croire qu'il était à l'agonie, assassiné de coups de massue et de coups d'épingle. Explosé par les Barbares ou implosé par une jacquerie ou un simple discrédit ordinaire. Mais à chaque fois il s'en est sorti. Il a réussi à renaître de ses cendres, à relever la tête. À chaque fois un peu plus haut, à chaque fois un peu plus subtil, un peu plus incontournable. Et rien ni personne aujourd'hui comme hier ne semble à même d'entraver ou de

contrarier sa formidable et perpétuelle marche en avant. De la tribu au monde en passant par la province, la région, la nation, le continent...
Il, c'est à dire l'État, hante littéralement l'histoire des hommes. Depuis toujours... ou presque. Changeant cent fois de masque mais avec toujours le même rictus. Et c'est l'honneur des anarchistes que d'avoir eu cette formidable intuition de son unicité, de sa nocivité, de sa nature (profondément politique), de son rôle (moteur) dans la mise en œuvre et la gestion de la division sociale, de sa logique (cannibale et jivaresque)... et d'avoir fait de sa destruction l'objectif central de leurs luttes contre tous les systèmes de domination et d'exploitation de l'être humain par l'être humain.
Mais l'État comme principe unique et réalité multiple peut il être détruit ? Car par-delà ses outrances et ses manigances ne constitue t il pas une réponse dramatiquement nécessaire à une demande voir à un besoin ? D'ordre, de sécurité, d'unité, de globalité, voire d'égalité... que rien ni personne mieux que lui n'a encore vraiment été à même de satisfaire "sérieusement" ?
Bref, l'État est il la cause ou l'effet ? Et à l'intuition de la nécessité de la destruction de son apparence, ne conviendrait il pas d'ajouter une réflexion (et une mise en actes des fruits de cette réflexion) sur ce qu'il pourrait en être des conditions de son dépérissement ?
C'est une bonne question !

Contrôle d'identité

Hormis dans quelques lointaines contrées les vraiment tous derniers espaces de la "sauvagerie" et chez quelques peuples s'obstinant à chevaucher le vent nomade, l'État régne désormais en maître sur toute la surface du globe.
Partout, dans la main de fer de la contrainte ou le gant de velours des compromis, ce mode de gouvernement des hommes caractérisé par l'existence d'une "autorité supérieure" s'imposant (théoriquement d'elle même mais pratiquement...) au corps social au nom de l'intérêt général et confisquant à son seul profit l'exercice du pouvoir politique, s'est peu à peu imposé dans le conscient et l'inconscient des humains... jusqu'à être aujourd'hui accepté et admis par tous ou presque.
Bien évidement, cette conquête du monde par l'État ne s'est pas opérée partout au même rythme ou d'une manière identique. Le plus souvent considéré comme "un mal nécessaire", l'État a aujourd'hui mille visages. De ces États minuscules et riquiquis qui cherchent à se faire oublier... aux monstres délirants et ventripotents qui régentent jusqu'aux plus petits faits de la vie. De ceux, archaïques et brutaux (tribalisme, féodalisme, monarchie, empire...) aux plus résolument modernistes, sophistiqués, lookés consensus et sapés démocratie participative. De ceux, assis sur la bonne vieille tradition, le national (ou présenté comme tel tant il est vrai qu'il n'est pas d'exemple d'État nation qui ne se soit construit autrement que sur les cadavres d'autres nations) aux structures new look mi-chèvre confédérale mi- chou fédéral avec un zeste de supranational et une alouette d'international...
Et c'est ainsi que dans le même village global, voire dans la même zone

économique continentale, les orchestres de chambre démocratiques croisent sans sourciller les robustes fanfares totalitaires.
Mais par-delà ces diversités de formes, ces différences de niveaux, ces graduations infinies sur l'échelle du plus ou moins pire... c'est bien à un même phénomène que nous aurons affaire. Car l'État a beau être multiple il n'en demeure pas moins profondément un. Dans sa nature (fondamentalement politique), dans la complémentarité de ses deux logiques essentielles (cannibale et jivaresque), dans ses fonctions (émiettantes et agglomérantes). Dans son histoire même...

Des sociétés sans État

On a aujourd'hui tendance à l'oublier mais l'État non seulement n'est pas universel mais, et ceci explique sans doute cela n'ayant pas toujours existé n'est peut être pas de toute éternité.
Jadis, en effet, les sociétés humaines que l'on ose sans humour aucun appeler "primitives et sauvages" (les camps de concentration nazis et staliniens, les guerres de religions, les génocides en tous genres, Hiroshima ou la purification ethnique à la mode Yougoslave ou autre démontrant à l'évidence que les sociétés modernes ne sont en rien primitives et sauvages) ne connaissaient pas l'État. Ou plus exactement, ne le connaissant que trop bien, elles s'en méfiaient comme de la peste et faisaient tout ce qu'elles pouvaient pour empêcher son émergence.
Sociétés sans État car sans division sociale, sans pouvoir, sans chef, sans économie, sans salariat, sans histoire... ces sociétés étaient en fait des sociétés contre l'État car elles arrachaient sans relâche toutes les pousses de division sociale, de pouvoir, d'économie, de salariat, d'histoire... qui réussissaient à passer (en fraude) les frontières pourtant bien gardées de la cohérence "sauvage".
Un chef voulait il jouer au chef qu'il était immédiatement mis à l'index, voire exécuté. La production venait elle à dépasser la satisfaction des besoins qu'elle était immédiatement consommée, voire gaspillée. Un membre de la communauté s'essayait il à amasser des "choses" que la communauté se les appropriait sans vergogne. Quelque chose ou quelqu'un venait il à menacer la dimension indivisée de la société et l'égalité existant entre tous ses membres que la réaction unanime du corps social, dans son entier, ne se faisait pas attendre.
Est il besoin de le préciser, ce refus militant de la division sociale, du pouvoir... et de l'État en tant qu'institution et « organe séparé du pouvoir politique » [1] qui caractérise les sociétés primitives et qui fonde leur égalitarisme (dans lequel certains [2] ont cru percevoir un espèce de communisme primitif) et plus généralement leur rapport à la vie se paye au prix fort d'une certaine norme totalitaire collective et de l'enfermement des individus dans des rôles immuables excluant de fait toute possibilité de déviance [3].
Pas question, donc, à propos de ces sociétés primitives de parler d'un mythique âge d'or de la civilisation ou de les considérer comme des modèles dont il conviendrait de s'inspirer.

Aux origines de l'État

Reste qu'elles nous rappellent que l'État n'a pas toujours existé et ce faisant nous incitent à penser qu'il pourrait ne plus exister un jour. Et que nous offrant la possibilité de connaître les circonstances et les causes de son émergence et de sa victoire, elles nous entrebâillent la porte de la connaissance des conditions de sa défaite. Pour l'heure, hélas, nous n'en sommes pas là.

Certains ont, certes, cru voir dans le développement des forces productives, l'origine de la division sociale sur laquelle l'État se serait peu à peu édifié. D'autres ont cru trouver l'explication de son apparition dans une montée en puissance de la démographie, dans la lutte des sexes, l'émergence d'une caste guerrière, religieuse... Mais personne n'a, en fait, vraiment réussi à lever le voile. Et le mystère de la genèse de l'État reste sinon entier du moins toujours extrêmement... mystérieux.

Sans doute est-il dommage que l'on ne soit pas parvenu à mettre à jour les circonstances de cette victoire de l'État sur les sociétés primitives. Mais là n'est peut être finalement pas l'essentiel.

L'État, en effet, quelles que soient les circonstances dans lesquelles il s'impose, était vraisemblablement déjà en germe dans les sociétés primitives. Sinon, pourquoi ces sociétés n'auraient elles eu de cesse de chercher à s'en prémunir ? Aussi, le problème n'est-il peut-être pas tant celui des conditions de son apparition ou de son authentique victoire toutes choses relevant à l'évidence de la conjoncture que celui de son ancrage structurel dans l'être profond de toutes les sociétés humaines modernes.

De la nature de l'État

Les définitions de l'État sont multiples autant que les formes qu'il peut revêtir.

Pour certains, l'État est avant tout un instrument créé par et au service exclusif d'une classe sociale dominante. Un instrument d'essence fondamentalement répressive, arc bouté sur le monopole de l'usage de la violence (l'armée, les services de "maintien de l'ordre", la "justice" et les prisons) et servant à maintenir le peuple dans l'enclos de la domination et de l'exploitation.

Pour d'autres, c'est d'abord un ensemble d'institutions plus ou moins neutres et au service de l'intérêt général et du bien public. Une espèce de machinerie, certes utilisée par ceux qui ont le pouvoir, mais dotée d'une certaine autonomie (voir l'article de Luc Legrand sans AL205).

Pour d'autres encore l'État est quelque chose de l'ordre d'un mal nécessaire, une structure qui organiserait une hypothétique redistribution des richesses, mais dont il faut constamment se méfier parce qu'il a tendance à investir tous les espaces de la vie sociale (voir Flip-Flap dans AL204-205).

Pour d'autres enfin, il constitue de fait et par essence, une véritable classe sociale parasitaire qui vise avant tout à sa propre reproduction, dotée d'un appétit insatiable de contrôle et qui est passée maître dans

l'art de s'allier avec telle ou telle classe, caste ou clique en fonction de ses intérêts propres.
Bref, dans tous les cas de figure on ne retient de l'État que son aspect institutionnel, sa matérialisation, et ce faisant on oublie peut être l'essentiel.
L'essentiel !

Hypothèses

Assurément, l'État est composé d'un ensemble d'institutions et d'individus évoluant dans ces institutions, dans une certaine logique globale... mais c'est aussi autre chose. Un principe de fonctionnement d'une société. Un mode de gestion de cette société. Une manière de concevoir les rapports entre les individus et le corps social, les intérêts particuliers et l'intérêt général. Et de cela, de ce qu'on pourrait appeler la nature de l'État, il convient de se préoccuper si on veut dépasser le simple constat et approcher le noyau dur de l'institution.
On l'a vu, jadis ont existé des sociétés sans État. Sans apparence d'État tout au moins. Et de nombreuses hypothèses ont été avancées pour expliquer leur passage du sans État à l'État.
Les marxistes sont partis du postulat que les sociétés primitives étaient des sociétés de pénurie et ont bâti toute une théorie à partir de là. Ils nous ont expliqué, en long en large et en travers, que pour faire face à la pénurie le "génie humain" s'était attelé à développer des forces productives. Que ce développement des forces productives, parce qu'il n'a pas pu résoudre autrement que partiellement le problème de la pénurie, a débouché sur une division sociale entre ceux qui ont conduit ce développement (et en ont tiré bénéfice) et les autres. Et que c'est sur cette division sociale, et au profit de la classe dominante du moment que s'est édifié l'État.
D'autres ont avancé que les sociétés primitives, après avoir été matriarcales sont devenues patriarcales et que l'inégalité entre les sexes au profit des hommes a débouché sur une division sociale qui a permis l'émergence de l'État comme instrument de pérennisation de cette division sociale.
D'autres, encore, ont affirmé que, pour des raisons mal connues, des castes de guerriers, de religieux ou de vieux avaient peu à peu émergé dans les sociétés primitives et s'étaient emparé du pouvoir. D'où division sociale et ensuite l'État.
D'autres, enfin, ont expliqué que c'était à la suite d'une explosion démographique ayant détruit l'équilibre (en termes de petites structures, de denrées alimentaires limitées...) des sociétés primitives que la division sociale et l'État seraient apparus.
Pour séduisantes qu'elles soient, toutes ces hypothèses s'avèrent cependant peu opérantes.

Des sociétés contre l'État

Les sociétés primitives, Marshall Sahlins [4], Jacques Lizot [5] et d'autres encore l'ont démontré avec brio, n'étaient nullement des

sociétés de pénurie. Difficile donc de voir dans la pénurie le ressort du développement des forces productives. Mieux, les sociétés primitives étant des sociétés d'abondance refusant volontairement la logique productiviste et d'une manière générale la logique économique, on peut carrément affirmer que même si la pénurie a, de temps à autre, pointé son nez à l'horizon de l'histoire, cela n'a en aucun lieu entraîné un développement des forces productives.

Idem pour la lutte des sexes dont les mêmes marxistes (rejoignant ainsi les thèses de certaines féministes) nous expliquent qu'elle a fait le lit de la lutte des classes car le rôle et le poids social des femmes dans les sociétés primitives interdit de parler, à propos de ces sociétés, d'une logique de l'inégalité. Mieux, si on va au bout des choses, c'est-à-dire au bout d'une logique faisant des femmes des "êtres pour la vie" et des hommes (comme guerriers) des "êtres pour la mort", on peut être tenté de penser que...

À telle enseigne, et cela répond à l'hypothèse de l'explosion démographique, qu'il est maints exemples de sociétés primitives où les femmes, après s'être retrouvées en situation d'être dominées, ont fait la grève des naissances et ont ainsi carrément "suicidé" la tribu.

Et pour ce qu'il en est de l'émergence d'une caste de guerriers, de religieux ou de vieux, c'est du pa44reil au même. Quand on sait que les sociétés primitives se méfiaient fondamentalement autant de leurs guerriers (au point, en temps de paix, de les envoyer à la mort dès lors qu'ils désiraient rester dans une logique de guerre) que de leurs chefs politiques ou religieux (au point de les mettre à mort quand ils voulaient jouer... aux chefs) on voit mal comment une caste quelconque aurait pu réussir à émerger sur la seule base de sa volonté de domination.

Bien évidement, quand l'État commence à prendre forme et se constitue en tant qu'institution dans des sociétés primitives fonctionnant sans État institué, il est vraisemblable qu'il profite d'un certain nombre de circonstances favorables au nombre desquelles figurent en bonne place le développement des forces productives, la lutte des sexes, une explosion démographique, l'émergence d'une caste guerrière, religieuse... mais là ne se situe pas la réponse ontologique à la question incontournable du pourquoi l'État. Car, si tel était le cas, les sociétés primitives se seraient contentées d'être des sociétés sans État. Or tout en étant des sociétés sans État elles étaient également et surtout des sociétés contre l'État. Ce qui signifie en clair qu'elles le pressentaient, le devinaient. Car sinon comment être contre quelque chose qu'on ne connaît pas.

Dans ces conditions, il faut oser regarder les choses en face. Peut-être l'État est il un principe permanent, un invariant structurel des sociétés humaines ?

Et ça, ça change tout. Car, dans cette hypothèse il est de peu d'intérêt de chercher à dater ou de mettre à jour les circonstances de la naissance de l'État. Simple question de bon sens. Si l'État a toujours existé et est en germe dans toute société humaine il est clair qu'il ne figure pas sur les registres de l'État civil.

On peut, certes, faire un distinguo entre le principe de l'État et son institutionnalisation et il n'est pas inutile de chercher à comprendre et

surtout à combattre sa matérialisation, mais... Mais il faut absolument aller plus loin. Identifier le ou les principes de l'État. Lui mettre l'âme à nu. Pour ne pas courir sans fin après une chimère. Celle de la des truction événementielle de l'État. Et pour pouvoir jeter un jour les bases d'une société non seulement sans État mais fondamentalement contre l'État.

De ce point de vue les sociétés primitives sont riches d'enseignement.

Elles ont, en effet, clairement compris que l'État évoluait dans la sphère du politique et qu'il prenait tous son sens dès lors qu'il parvenait à se constituer en organe de pouvoir politique séparé du corps social. Ce qui tendrait à prouver que l'État est fondamentalement de nature politique et relève de ce fait essentiellement des hommes et non de leur environnement économique, social, culturel...

Et elles nous démontrent qu'il est vain de lutter contre l'État avec les armes rouillées d'un totalitarisme prétendant arrêter l'histoire en enfermant le mouvement incessant de la vie dans la prison à perpétuité de la répétition des mêmes gestes et des mêmes rôles. Ce n'est pas rien !

Fonctions de l'État

Ce qui différencie les sociétés sans État des sociétés à État c'est que dans les premières le pouvoir est exercé par l'ensemble du corps social alors que dans les secondes le pouvoir s'est extrait du corps social pour s'installer dans le blockhaus d'une institution spécialisée dans l'exercice monopolistique de l'autorité.

Mais pourquoi à un moment donné le corps social se retrouve t il dépossédé de l'exercice du pouvoir ? Et surtout pourquoi cette tendance est elle en germe dans toute société humaine ?

Pour tenter d'y voir plus clair, il est tentant d'entreprendre un bref voyage au pays incertain des fonctions de l'État.

Risquons y quelques incursions.

Traditionnellement on attribue à l'État deux fonctions essentielles :

• assurer "l'ordre" et "la sécurité" par rapport à l'ennemi "intérieur" et/ou "extérieur" ;

• représenter et gérer "l'intérêt public" ou carrément "général " dans le cadre territorial qui est le sien comme dans les relations qu'il entretient avec l'extérieur.

Par-delà le fait que l'on pourrait discuter sur la manière dont l'État conçoit l'ordre, la sécurité, l'intérêt public et l'intérêt général, ces deux fonctions ne définissent en fait l'État qu'à moitié dans la mesure où elles ne lui sont pas propres.

Les sociétés sans État assurent également l'ordre et la sécurité, représentent et gèrent l'intérêt général... mais d'une manière radicalement différente et surtout sans État.

Au bout du compte, la piste des fonctions de l'État ressemble comme deux gouttes d'eau à une fausse piste car ce n'est pas par ses fonctions que l'État se définit mais par la manière dont il les exerce. Et il les exerce sur la base d'une séparation (instituée) du corps social, d'un monopole et d'une cohérence à l'odeur forte de centralisation, de hiérarchisation,

de bureaucratisation...

Logique cannibale...

Le cannibale, c'est bien connu, se nourrit de ses semblables... et de ses dissemblables. L'État évolue tout à fait dans cette logique.
Quand deux États s'entendent entre eux... c'est toujours sur le dos d'un troisième, et en attendant de s'entre-dévorer. Réellement ou symboliquement.
Les formes d'État archaïque pratiquent encore, comme on l'a vu dans l'ex-Yougoslavie ou dans les ruines de l'ex-empire du mensonge déconcertant (6), le meurtre rituel. La guerre.
Les formes d'État plus sophistiquées, si elles ne se sont pas complètement débarrassées de leur cerveau reptilien et si elles se gardent toujours (comme à l'époque de la guerre froide) la possibilité de recourir au meurtre rituel, préfèrent à l'évidence le meurtre symbolique. C'est ainsi par exemple que les États européens s'entre dévorent tous plus ou moins symboliquement au nom bien sûr de la raison du futur État européen.
Bref, dans tous les cas de figure l'État se révéle être un cannibale toujours à l'affût de dévorer son semblable pour lui prendre son âme. Et un cannibale doté d'un appétit insatiable.
Jadis, en effet, les États évoluaient dans l'aire étriquée de la tribu. Les carnages y étaient abondants. Puis, après s'être entre dévorés et donc renforcés, ils se sont installés dans la niche (écologique diront certains) nationale ou réputée telle. Et les carnages y furent tout aussi abondants et un peu plus meurtriers. Aujourd'hui, ces États-nations tentent d'investir l'étage du dessus et s'essayent à faire dans le continental (Europe, Amérique, Asie...) en préparant déjà le terrain pour l'étape ultime de l'État monde dont l'ONU n'est que l'esquisse embryonnaire.
À ce stade (celui de l'État monde), on pourrait être tenté de croire que l'État comme le poisson risque de pourrir par la tête. Mais ce serait faire abstraction d'un autre aspect fondamental de l'État qui lui donne toute sa cohérence.

... syndrome du Jivaro

L'État, en effet, s'il s'inscrit en plein dans une logique cannibale dont on pourrait penser qu'elle est un tantinet suicidaire, se trouve également affecté (et infecté) par un syndrome d'une toute autre pointure.
Pour être tout à fait clair, on pourrait dire que non content de couper les têtes, l'État n'a de cesse de les réduire. En les vidant de leur substance. Et en les alignant les unes à côté des autres sur la grande étagère de l'infirmité uniforme.
Ici, dans le bocal école, il va ranger les enfants (main d'œuvre du futur). Là, dans le vide ordure maison-de-retraite, il va jeter les vieux (main d'œuvre usagée). Ailleurs, il va organiser l'assistanat pour ceux que pas-de-chance a laissés pour compte (main d'œuvre improductive). Ailleurs encore, dans les usines/bureaux, il va parquer les salariés (main d'œuvre

rentable). Ailleurs, enfin, dans les poubelles hôpitaux psychiatriques, prisons... il va isoler les pas-comme-les-autres, les délinquants, les enfants de la misère et tous ceux qui voyagent sans bagage, hors de la norme sur les chemins de l'exclusion.

Dans la logique étatique, il n'y a pas de place pour ceux qui touchent un peu à tout ; pour ceux qui bien que vieux sont restés des enfants ; pour ceux qui tout en travaillant, en étant actifs et créatifs, musardent dans le refus du salariat ; ou tout simplement pour les humains ordinaires qui passent de temps à autre les frontières de la norme, de la folie, de la délinquance.

Pour l'État il n'y a pas un ou des individus. Il n'y a que des catégories bien précises d'individus.

Et comme l'individu n'est qu'une somme de catégories qu'il traverse successivement ou simultanément, c'est peu dire que la logique étatique le saucissonne et l'émiette à l'infini.

Cette division de la vie de l'individu en tranches, vertèbre littéralement la réalité des sociétés à État.

Dans ce type de société il y a toujours des séparations entre les villes et les campagnes, la production et la consommation, les manuels et les intellectuels, les jeunes et les vieux, les hommes et les femmes, les militaires et les civils, le travail et les loisirs, l'éducation et l'instruction... et, d'une manière générale, on peut dire que l'ensemble de l'espace-temps social se trouve systématiquement soumis à division.

Sur ces bases qu'il construit et reconstruit chaque jour, au rythme soutenu de la centralisation, de la hiérarchisation et de la bureaucratisation, l'État génère un type d'individu complètement séparé, émietté, uniformisé, schizophrène, dépendant... et isolé. Isolé par rapport aux autres et surtout à lui même.

Et c'est à cet individu dont il a organisé l'isolement et la dépendance, que l'État ouvre en grand les bras chauds et prévenants de ses institutions spécialisées dans la gestion de... l'isolement et de l'assistanat.

De cette manière, la boucle est définitivement bouclée. De par sa logique, de par sa structure, de par ses institutions... l'État coupe la vie (qui est par nature globale) de l'individu et des individus en tranches. Il l'émiette et les isole les uns des autres. Et dans le même temps, avec la même structure, la même logique et les mêmes institutions, il lui et leur offre les moyens, non de se réunifier ou de se reconstruire globalement, mais d'une prise en charge sur le mode de l'acceptation de l'émiettement. C'est quasiment génial. Car d'un côté il produit des assistés et de l'autre il les assiste.

Cohérence et consensus

Cette logique cannibale et ce syndrome du Jivaro exigent pour pouvoir opérer avec un maximum d'efficacité une cohérence béton et un consensus d'acier.

Pour ce qui est de la cohérence, l'État est sans aucun doute un maître dans le genre. Il a, en effet, organisé la société sur deux modes qui parfois se recoupent. Avec un centre et une périphérie, un sommet et

une base. Et tout en haut et tout au centre de cette espèce de pyramide sociale, dans un espace politique transformé en bunker, il a installé son quartier général. Et là, inlassablement, il raconte à tout le monde qu'il est le seul garant de l'unité du corps social. Le seul apte à le représenter. Le seul à même de gérer les aspirations "sociales" de l'individu et des individus.

Et si quelqu'un ou quelque chose s'avise de contester son monopole... il n'hésite jamais à tirer sans sommation. Car la menace est trop grande.

La source du consensus existant par rapport à l'État se trouve en effet tout entière dans cette arnaque à l'unité et à la représentation.

Que quelqu'un ou quelque chose puisse un jour être garant de l'unité ou pire des unités du corps social ; que quelqu'un ou quelque chose puisse un jour représenter le ou (pire) les corps sociaux ; que quelqu'un ou quelque chose puisse un jour gérer les aspirations sociales des individus ou (pire) leur offrir les possibilités d'autogérer ces aspirations... et c'en est fini, non pas peut être de l'État, mais à coup sûr, de sa légitimité.

Dieu et l'État

Savoir que l'État évolue fondamentalement dans l'espace politique, qu'il a réussi à extraire cet espace de l'espace social (dans lequel il se dissolvait à l'époque des sociétés primitives), qu'il s'est constitué comme organe politique séparé du corps social, qu'il s'est autoproclamé unique représentant et gestionnaire de l'intérêt général, qu'il n'a de cesse de diviser l'espace temps de la vie sociale pour pouvoir ensuite offrir à des individus émiettés les services de ses institutions... permet assurément de mieux cerner la silhouette du principe étatique et par là même (nous y reviendrons) d'élaborer des stratégies pour le combattre. Mais cela ne nous aide en rien à répondre à l'essentiel. C'est à dire aux deux questions : pourquoi l'État ?, et pourquoi l'État serait il un invariant structurel (en germe ou en floraison) de toute société humaine ? Pour l'heure, nul n'est à même de répondre à ces deux questions. Sinon cela se saurait.

Tout ce qu'on peut dire c'est que si le principe étatique semble en germe dans toute société humaine il semble en aller de même pour ce qu'on pourrait appeler le principe anti étatique.

De tous temps et en tous lieux, en effet, les sociétés humaines sont traversées (un peu, beaucoup, passionnément, à la folie...) par des aspirations individuelles et collectives à plus de liberté, plus d'égalité, plus d'entraide... Et rien ni personne n'a encore réussi à éradiquer ces pulsions à tonalité autogestionnaire qui déferlent de temps à autre sur les petites et les grandes Bastilles, les emportent comme fétu de paille... et en laissent de nouvelles s'installer en lieu et place des anciennes.

C'est ainsi !

Dans le patrimoine génétique de "l'éternel humain", le principe étatique et le principe anti étatique forment un espèce de couple infernal au sein duquel ils semblent enchaînés l'un à l'autre par une attirance que la haine qu'ils se vouent ne fait qu'attiser. À telle enseigne que quand c'est la logique étatique qui s'impose, elle a beau faire, elle ne parvient jamais

à empêcher le ver des aspirations à la liberté, à l'égalité, à l'entraide... de lui ronger irrémédiablement le cœur. Et que quand c'est la logique anti étatique qui prend le dessus elle ne parvient pas davantage à empêcher l'araignée étatique de commencer à tisser sa toile et de planter des banderilles au garrot de tous les chevaux légers autogestionnaires qui manifestent le moindre signe d'essoufflement.

Au bout du compte, tout semble se passer comme si le principe étatique (cette logique d'objetisation de la vie, de désossement du global, de pouvoir, de gestion paternaliste d'un émiettement préalablement orchestré...) et le principe anti étatique (l'aspiration à la liberté, à l'égalité, à l'entraide, à une gestion collective et autogestionnaire du collectif...) étaient les deux faces d'une même médaille. Ou plus exactement les deux plateaux d'une même balance penchant tantôt d'un côté tantôt de l'autre, sans jamais réussir ni à pencher une bonne fois pour toute d'un côté ou de autre ni à trouver l'équilibre.

Sans doute s'agit il là de la traduction en termes sociétaires de cette ambivalence trouble qui se niche au plus profond de chaque être humain. Une ambivalence mêlant et entremêlant à loisir désir et peur de la liberté. Désir et peur de l'ordre et de la sécurité. Désir et peur de l'inconnu. Instinct de vie et instinct de mort.

Dur !

Le même soleil fait fondre la cire et sécher l'argile

Dés lors que l'on parle d'instinct, le poil de tous les rationalistes et d'une manière générale celui de tous les progressistes, a tendance à se hérisser. Car, de l'instinct à Dieu et de Dieu à la fatalité, il n'y a souvent qu'un pas que n'hésitent jamais à franchir les chœurs bigarrés du mysticisme et de la résignation dans lesquels communient, avec la même ferveur névrotique, bourreaux et victimes.

De cela, il ne peut bien sûr pas être question un seul instant. Car, outre le fait que l'instinct a des racines culturelles évidentes (ce qui fait qu'il est toujours susceptible d'évoluer), c'est peu dire que même si Dieu sous quelque version qu'il se présente, religieuse, étatique ou autre existait il faudrait, comme disait Bakounine, notre camarade vitamine, s'en débarrasser.

Qu'on ne s'y trompe donc pas. Même si l'État se nourrit fondamentalement d'une peur de la mort débouchant en toute logique sur une peur de la vie, et même si ces peurs devaient éternellement structurer "l'âme" humaine, cela ne changerait rien au problème. Car de deux choses l'une, ou on accepte l'inacceptable ou on ne l'accepte pas. Ou on tolère l'intolérable ou on ne le tolérer pas. Et comme le principe étatique n'est ni acceptable ni tolérable dans la mesure ou sa logique profonde est de dissocier, de diviser, d'exploiter, d'opprimer, d'infantiliser, d'aliéner... et l'individu et le corps social, il n'est donc pas question ni de l'accepter, ni de le tolérer.

Cela étant, quand on sait que l'État, par delà son apparence institutionnelle (armée, polices, justice, prisons...), plonge ses racines

dans l'absurde ontologique de la vie (cet incroyable entre parenthèse entre le néant et le néant) et son cortège d'angoisses et de peurs en tous genres, il va sans dire (et encore mieux en le disant) qu'il est impossible de se satisfaire de la chimère de la destruction de l'État au seul niveau de ses apparences. C'est la vieille histoire des effets et des causes. Et de ce fait, à la destruction nécessaire des formes que peut prendre l'État on ne peut qu'adjoindre un combat de longue haleine pour créer les conditions de son dépérissement.

Pour l'amour d'une rose, le jardinier est le serviteur de mille épines

Pendant longtemps, trop longtemps, le combat contre l'État s'est mené sous l'étendard mythique et même mystique de la destruction de son apparence à la faveur du moment magique d'une révolution à la mode du Grand Soir. Pendant longtemps, trop longtemps, les révolutionnaires ont cru que l'État n'était qu'un instrument crée par et au service des dominants et qu'on pouvait lui fracasser la tête d'un seul coup de massue. Pendant longtemps, trop longtemps, ils ont bâti des théories, élaboré des stratégies et mis sur pied des organisations coulées dans le béton de leurs croyances et de leurs ignorances (encore que...). Pendant longtemps, trop longtemps ils ont combattus ou cru combattre l'État sans jamais se rendre compte qu'ils allaient dans son sens voir même qu'ils le renforçaient.

Au plan théorique ils ont considéré que l'État était né un jour, comme ça ou presque, de la seule volonté de clans, de cliques ou de classes en mal de pouvoir, de profit ou d'on ne sais quoi. Que son existence relevait soit de la force soit de la mise en condition. Qu'il suffisait de lui couper la tête et d'ouvrir en grand les barrières derrière lesquelles croupissaient, au pain sec et à l'eau, la liberté, l'égalité, l'entraide... pour que les choses se remettent en place d'elles même et que dame nature (dont chacun sait depuis Rousseau qu'elle est bonne et belle) fasse couler des fleuves de libre fédération, de paix, d'amour et de bonheur. Et ils n'ont pas vu, ou pas voulu voir, que l'État était un voyageur sans bagage de la peur et de l'angoisse qui collent à la peau de l'éternel humain. Qu'il se drapait ostentatoirement dans le suaire d'un consensus certes névrotique mais bien réel. Qu'il correspondait à une demande voire à un besoin irrésistible d'ordre, de sécurité, de paix et de rassurance... Qu'il incarnait (à sa manière) l'aspiration à l'unité des individus, groupes, classes (eh oui !)... composant le corps social. Qu'il était largement légitimé dans sa manière (institutionnelle) de gérer l'intérêt général. Qu'il était une donnée permanente (en germe ou en floraison) de l'aventure humaine. Que le combat contre l'État serait pour toutes ces raisons sinon éternel du moins fort long et fort complexe. Et que c'est dans les sphères troubles et blafardes de la peur de la mort, de l'angoisse de la vie, du triangle des Bermudes œdipien, de la répression de la sexualité infantile, du statut de l'enfant dans la famille, la société... qui constituent le terreau du consensus dont bénéficie l'État, que se

mènerait ce combat.

Au plan stratégique ils ont mené le combat contre l'État en termes de front principal et de fronts secondaires, de centre et de périphérie, de sommet et de base... en établissant constamment des hiérarchies au profit des problématiques politiques, économiques, de lutte des classes, idéologiques, individuelles... Ils ont tenté d'opposer à une représentativité et à une légitimité autoproclamées et monopolistiques un autre monopole de la légitimité et de la représentativité. Et ils n'ont pas vu ou pas voulu voir que la hiérarchie des luttes menait tout droit à la lutte pour une nouvelle hiérarchie. Que l'autoproclamation (ah, le sens de l'histoire !) et la monopolisation de la représentation du corps social (ah, le mythe de la classe historique, de l'acteur central...) reproduisaient à l'identique (dans le principe) la logique dans laquelle s'est toujours lové l'État...

Au plan organisationnel, enfin, ils ont construit des machines de guerre fonctionnant soit exclusivement dans la sphère du politique soit à son profit (ah, la vieille lune avouée ou inavouée des courroies de transmission). Ils se sont empêtré dans une guerre des gangs pour s'accaparer le marché de la représentation des exploités et des opprimés, chacun considérant qu'il était le seul à même d'incarner la légitimité de leurs luttes. Ils se sont englués dans des luttes de pouvoir pour savoir qui à l'intérieur de l'organisation pourrait parler au nom de l'organisation (l'organisation ne pouvant à l'évidence que parler à une seule voix). Ils se sont vautrés dans un militantisme où le pathétique du sacrifice ne le disputait qu'au dérisoire d'une schizophrénie forcenée... Et ils n'ont pas vu ou pas voulu voir que le terrain politique (dès lors qu'il est autonomisé par rapport au social et qu'il a prétention à le gérer) constitue le terrain sur lequel a toujours prospéré l'État. Qu'en bâtissant des organisations soit extérieures au social, soit incapables d'en fédérer les différentes composantes sur des bases égalitaires et complémentaires, ils mettaient le doigt dans l'engrenage d'une institution séparée du corps social et ne pouvaient, de ce fait, que rouler au carburant de la verticalité, de la centralisation et de la bureaucratisation. Et qu'en divisant l'espace temps de la vie militante, ils reproduisaient purement et simplement la logique étatique de la division de la vie, dont chacun sait qu'elle ne se divise pas sous peine de se réduire à la survie.

Bref, pendant longtemps, trop longtemps, parce qu'ils n'ont vu de l'État que ses apparences institutionnelles, parce qu'ils ont cru que l'État n'était qu'un instrument d'oppression crée et géré par les dominants, parce qu'ils ont fonctionné (consciemment ou inconsciemment) à la même logique monopolistique de la représentativité du corps social que celle de l'État, parce qu'ils ont singé l'orchestration étatique de la division de l'espace / temps de la vie... les jardiniers révolutionnaires ces amoureux fous de la liberté, de l'égalité, de l'entraide, de l'autogestion, de la réunification de l'individu et du corps social... se sont piqués à mille épines. Celles de leur incapacité à comprendre le principe, la logique et la nature de l'État.

Reste donc à savoir s'il était ou s'il est encore possible de continuer à aimer les roses sans se piquer sinon aux épines du moins à moins

d'épines.

Mieux vaut allumer une seule et minuscule chandelle que de maudire sans fin l'obscurité

Est il besoin de le préciser, si les libertaires et tous ceux qui se rangent dans le camp de l'anti étatisme réussissent un jour à abattre l'État en lui coupant et les branches, et le tronc, et les racines (c'est à dire en en détruisant non seulement les apparences mais aussi, et surtout, en mettant en place les conditions de son dépérissement) ce sera au prix d'une véritable révolution Copernicienne.

C'est ainsi, et nous ne nous faisons aucune illusion à ce propos, on ne change pas comme ça de théorie, de stratégie et de mode d'organisation.

Dans les institutions révolutionnaires, comme chez Monsieur-tout-l'monde, il y a en effet des habitudes. Des réflexes. Des tics. Une résistance consciente et inconsciente au changement. Un instinct féroce de survie. Une propension à se répéter sans fin jusqu'à rabâcher. Une peur panique de l'aventure. De l'inconnu. De l'insécurité. Un certain goût du confort (intellectuel, idéologique...). Une résignation certaine aux cent mille et une petites lâchetés qui font le lit de toutes les tactiques.

Difficile, dans ces conditions, de croire que les choses peuvent changer comme ça d'un seul coup de baguette magique.

Mais il n'est pas interdit de rêver un peu. Car après tout (c'est-à-dire malgré tout cela), ne sommes-nous pas, après avoir été les premiers à lier lutte anti capitaliste et lutte anti étatique, les seuls à ne pas nous être fourvoyé dans les impasses totalitaires et les culs-de-sac réformistes (roses ou verts), et les derniers à garder intact au cœur le rêve extraordinaire d'un monde sans classe ni État ?

Alors ?

Alors il nous faudra sans doute du temps pour évoluer. Mais depuis le temps que nous courons après le temps. Un peu plus ou un peu moins ça n'est pas vraiment fondamental. Et puis, ce n'est peut être pas plus mal que de prendre un peu de temps pour refonder nos analyses théoriques sur l'État. Pour élaborer une alternative à l'État qui tienne la route. Qui réponde en détail et sans échappatoire à des questions du genre : comment recréer un espace politique qui ne soit pas séparé du corps social ? Qui permette à chacun, individu, groupe ou collectif d'y évoluer et d'en être un acteur et non un spectateur ? Par quoi remplacer l'armée, la police, la justice, les hôpitaux psychiatriques, les prisons, l'éducation publique, Sibelgaz... ? Comment répondre d'une ma-nière non institutionnelle (c'est-à-dire sur la base d'une gestion collective et sociale du problème) et libertaire aux demandes et aux besoins de paix, de sécurité, d'ordre, de justice, de santé physique et psychique, d'enseignement, d'éducation... ? Comment gérer (toujours sur une base non institutionnelle et libertaire) l'intérêt général à la mode de la distribution de l'électricité, de l'eau, du courrier, de l'entretien des routes... ? Comment concevoir un service public qui soit également un

service social ? Comment casser la division villes/campagnes, agriculture/industrie, travail/loisir, transports-en-commun/transports-individuels, jeunes/vieux, normalité/déviance... ? Bref, par quoi remplacer l'existant en répondant d'une manière crédible à des demandes concrètes et comment articuler ces réponses autour d'une cohérence qui induise une logique de partage du pouvoir tout à la fois autogestionnaire, collective, sociale et non cantonnée dans l'espace politique ? Et surtout, surtout, comment faire pour que l'infrastructure psychique, éducative et culturelle qui façonne aujourd'hui "l'éternel humain" à la peur de la liberté, change de base ? Comment changer la famille, le rapport individuel, familial et sociétaire à l'enfant, le rapport de tout un chacun à la sexualité, à l'éducation... pour que l'angoisse légitime de la mort débouche sur autre chose qu'une angoisse de la vie ? Comment, donc, par-delà l'événementiel de la prise de la Bastille étatique, baliser les étapes de la longue marche vers l'assèchement du marais dans les eaux glauques duquel se reproduit le serpent de mer étatique ?

Pour répondre à toutes ces questions qui ne préoccupent guère les imbéciles sans espoir du "demain on rasera gratis" ou du "demain sera un autre jour" qui ahanent comme des phoques dans les innombrables ruelles de la révolte et qui ne préoccupent pas davantage les cours de catéchisme où vont prier tous ceux qui ne savent conjuguer l'avenir qu'au passé ou au temps étriqué d'un présent sans perspectives, c'est peu dire qu'il nous faudra du temps. Car il faut du temps pour bousculer les statues, les poncifs et les slogans qui hantent tous les mausolées qui tiennent par trop souvent lieux de cathédrales théoriques.

Reconstruire une stratégie révolutionnaire

Et il en sera de même pour ce qui est de repenser une stratégie révolutionnaire anti étatiste qui permette de s'attaquer non seulement aux effets d'un phénomène mais également à ses causes. Car ce ne sera pas facile de quitter l'autoroute bien balisée d'une pensée binaire s'exprimant en termes de front principal et de fronts secondaires, de centre et de périphéries, de sommet et de bases. De placer sur le même plan, sans hiérarchie aucune, les luttes politiques, économiques, sociales, culturelles... De laisser au magasin de souvenirs les sornettes (à moitié dites ou à moitié tues) sur le sens de l'histoire, le "sujet révolutionnaire"... et autres balivernes. De se guérir de la peste de la représentation monopolistique du corps social et du choléra de l'autoproclamation (à demis-mots ou à demis-silences) avant-gardiste. Car pour élaborer une stratégie de lutte qui soit globalisante et fédérative, qui prenne en compte et le caractère unitaire du corps social et son caractère disparate et qui intègre des représentations multiples de ce même corps social, il va nous falloir abandonner un certain nombre de réflexes et faire preuve de pas mal d'imagination.

Et il en sera encore, et enfin de même, pour ce qui est de déconstruire nos temples organisationnels, leurs clochers politiques, leurs messes

à la schizophrénie, leurs chœurs unanimistes, leur prosélytisme évangéliste, boutiquier et avant gardiste... et de reconstruire de véritables espaces de rencontre, de confrontation, de fédération entre le politique, l'économique, le social, le culturel. Des espaces de rencontre, de confrontation et de fédération capables de mettre leurs dires en actes, de parler tantôt à une voix, tantôt à plusieurs, de fonctionner à la transversalité et à la coordination, de s'enraciner dans tous les espaces temps de la vie individuelle et sociale, d'unir sans uniformiser, de rassembler sans assembler, de favoriser l'émergence et l'expression des différentes représentations du corps social, de s'attacher autant à détruire qu'à construire, d'être au cœur des mouvements sociaux sans pour autant chercher à en prendre la tête à toute force, de susciter l'envie et le plaisir de militer pour changer le monde et la vie.

Car il faut du temps pour tout cela. Du temps et peut être aussi un peu de courage et d'humilité. Et là, la réponse nous appartient. Nous y risquerons nous ? Nous ne le savons pas ! Mais ce que nous savons c'est que nous n'avons pas le choix. Car ou bien nous nous attelons à la rénovation de nos analyses théoriques, de nos stratégies et de nos modes d'organisations pour nous mettre au diapason d'un phénomène étatique dont la logique nous contamine chaque jour un peu plus le conscient et l'inconscient et nous aurons alors une petite chance de voir un jour le bout du tunnel d'une société vérolée par l'exploitation et la domination, la division sociale et le cancer étatique, ou bien nous nous nous contentons de réchauffer les vieux plats de notre révolte et nous continuerons, toujours plus seuls et toujours plus dépenaillés, à traverser les siècles à pied en maudissant sans fin l'obscurité.

Alors, quitte à ne pouvoir allumer qu'une seule et minuscule chandelle dans la nuit du présent... T'as pas des allumettes camarade !

Jean-Marc Raynaud
et Roger Noël - Babar
(Fédération Anarchiste)

(1) P. CLASTRES, La guerre dans les sociétés primitives, texte paru dans Recherches d'anthropologie politique, Seuil, 1980.
(2) F. ENGELS, L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, Éditions sociales, 1976.
(3) J.M. RAYNAUD, Société primitive et déviance texte paru dans Les Œillets Rouges n°3, juin 1987.
(4) M. SAHLINS, Âge de pierre, âge d'abondance : l'économie des sociétés primitives, Gallimard, 1978.
(5) Le cercle des feux, Seuil, 1976.